JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs
Etranger : Port en sus

ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B. P. 891 — Tél. 21-37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne 80 frs

Minimum 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION

Arrêté portant nomination 378

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêtés portant nomination et rappel à l'activité. 378

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

1986

26 mars — Décision No 224/MEF/DCO portant autorisation de déblocage d'un crédit au Préfet de l'Ot..... 380

26 mars — Décision No 225/MEF/DCO portant autorisation de déblocage d'un crédit au ministre de la jeunesse, des sports et de la culture. 380

26 mars — Décision No 226/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme à l'institut africain et mauricien de statistique et d'économie appliquée (I. A. M. S. E. A.). 379

26 mars — Décision No 227/MEF/DCO portant autorisation de déblocage d'un crédit au ministre de la jeunesse, des sports et de la culture. 380

26 mars — Décision No 228/MEF/DCO portant autorisation de paiement d'une somme à M. Agba Kassang. 379

27 mars — Décision No 231/MEF/ME accordant subvention aux établissements privés laïcs du Togo. 381

27 mars — Décision No 233/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au centre de la construction et du logement (CCL). 379

27 mars — Décision No 234/MEF/DCO portant autorisation de déblocage d'un crédit au ministre des affaires étrangères et de la coopération. 380

31 mars — Décision No 250/MEF/DCO portant autorisation de déblocage d'un crédit au ministre de l'équipement des mines et des postes et télécommunications. 380

31 mars — Décision No 251/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme à la caisse nationale de sécurité sociale. 379

31 mars — Décision No 252/MEF/DCO portant autorisation de déblocage d'un crédit au garde des sceaux, ministre de la justice. 380

31 mars — Décision No 253/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de fonctionnement du CERFER. 379

31 mars — Décision No 254/MEF/DCO portant autorisation de déblocage d'un crédit au ministre délégué à la présidence chargé de l'information. 380

31 mars — Décision No 255/MEF/FCS accordant une subvention à l'hôtel du 2 Février 380

31 mars — Décision No 256/MEF/DCO portant autorisation de paiement d'une somme au ministre de la jeunesse, des sports et de la culture. 371

31 mars — Décision No 257/MEF/DCO portant autorisation de déblocage d'un crédit au ministre de la jeunesse, des sports et de la culture. 380

31 mars — Décision No 258/MEF/FCS accordant une subvention à l'établissement national des Editions du Togo (EDITOGO). 381

31 mars — Décision No 259/MEF/DCO portant autorisation de déblocage d'un crédit au ministre délégué à la présidence chargé de l'information. 380

MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

1986

31 mars — Décision No 31/MCT portant création d'un comité de suivi des travaux d'extension de l'aérogare de Lomé. 381

1986	
MINISTERE DE LA JUSTICE — GARDE DES SCEAUX	
3 mars — Arrêté No 4/MJ/CTI portant désignation d'un représentant de l'Etat togolais devant le tribunal correctionnel de Sokodé.	882
3 mars — Arrêté No 5/MJ/CTI portant désignation d'un représentant de l'Etat togolais devant le tribunal correctionnel de Sokodé.	382
10 mars — Arrêté No 6/MJ/CTI portant désignation d'un représentant de l'Etat devant le tribunal spécial.	382
19 mars — Arrêté No 7/MJ/CTI portant désignation d'un représentant de l'Etat togolais en justice.	382
25 mars — Arrêté No 8/MJ/CAB portant nomination de greffiers en chef près les tribunaux de première instance. .	382
26 mars — Arrêté No 9/MJ/CTI portant désignation d'un représentant de l'Etat devant le tribunal spécial.	382

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1986	
11 mars — Arrêté No 314/MTFP portant promotion dans le corps des fonctionnaires de la police.	382
21 mars — Arrêté No 367/MTFP portant promotion dans le corps de l'enseignement.	382
Arrêtés portant admissions dans divers corps de la fonction publique, intégrations, détachements, fin de détachements, constatation d'absences irrégulières, révoications, suspension de fonctions, licenciements, rappels à l'activité et admission à la retraite.	382

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES MINES
DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Arrêté portant nomination.	390
---------------------------------	-----

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA CONDITION FEMININE

Décision portant nomination.	390
-----------------------------------	-----

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêté portant nomination.	390
---------------------------------	-----

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT RURAL

Décision portant nomination.	390
-----------------------------------	-----

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Décision portant nomination.	390
-----------------------------------	-----

DIVERS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1986	
26 mars — Arrêté No 36/INT/SG/APA/AA portant interdiction de séjour au nommé Houssa Idrissou.	390

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1986	
19 mars — Arrêté No 148/MEF/CR portant révision de la pension de retraite de Mme Ayeva Fatouma.	391
19 mars — Arrêté No 149/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Agoroh Adam Idrissou.	391
19 mars — Arrêté No 150/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. TronoU Ayaovi.	391
26 mars — Arrêté No 155/MEF/DA accordant l'agrément à une société d'expertise pour intervenir à l'occasion de sinistre donnant lieu à garantie des organismes d'assurances.	392

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA CONDITION FEMININE

1986	
19 mars — Arrêté No 5/MSPASCF portant autorisation d'exploiter un cabinet d'échographie à M. Messanvi Aquereburu.	392

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES MINES,
DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

1986	
3 mars — Arrêté No 5/MEMPT/DGMC/BNRM portant autorisation d'ouverture d'un dépôt de stockage de gaz butane et d'emplissage des bouteilles à Lomé-Tokoin, route de l'Aéroport, par la Société TOTAL-TOGO sur son propre immeuble.	392
3 mars — Arrêté No 6/MEMPT/DGMC/BNRM portant autorisation d'ouverture d'un dépôt d'hydrocarbures de 2e catégorie à la nouvelle gare routière, sise à Akodesséwa, Lomé-Est par la Société TOGO et SHELL.	392
5 mars — Arrêté No 7/MEMPT/DGMC/BNRM portant autorisation d'ouverture d'un dépôt d'hydrocarbures de 2e catégorie à Lomé, Route de Bè-Lagune par la Société MOBIL OIL TOGO sur l'immeuble du Sieur Ayivor Ekpé Coblá Bakou.	393

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis de perte de titres fonciers.	393
Récépissé de déclaration d'association.	393

PARTIE OFFICIELLE

**ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE**

**LOIS, ORDONNANCES, DECRETS,
ARRETES ET DECISIONS**

ARRETES ET DECISIONS

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION**

Nomination

Arrêté n° 4/MAEC/DAAF/DAP du 18-3-86 — M. Sogoyou Sogoyou n° mle 702626-U, commis d'administration de 2e classe 3e échelon affecté à l'ambassade du Togo à Paris en qualité de chauffeur par arrêté n° 010/MAEC/DAAF/DAP du 19 août 1985 est nommé attaché d'ambassade.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Nomination

Arrêté n° 27/INT-SG-GPFM du 3-3-86 — M. Abiatsi Komlan N'Monyéko, n° mle 002044-N, instituteur de 2e classe 4e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au ministère de l'intérieur, est

nommé conseiller technique dudit ministère.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Rappels à l'activité

Arrêté n° 30/INT du 11-3-86 — Sont et demeurent rapportés les arrêtés n°s 81/INT et 84/INT des 5 et 12 août 1985 portant suspension de chefs de village.

M. Kpeli Komi reprend ses fonctions de chef de village de Gapé-Aloyi (Préfecture du Zio).

M. Amegnran Sèvi reprend ses fonctions de chef de village d'Amegnran (Préfecture de Vo).

Les préfets du Zio et de Vo sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Autorisations de paiement

Décision n° 262/MEF/DCO du 26-3-86 — Est autorisé le paiement de la somme de vingt deux millions six cent quarante sept mille neuf cent quarante six (22.647.946) francs CFA, représentant des arriérés de cotisation et la contribution au titre de l'année 1985-1986 aux frais de fonctionnement de l'institut africain et mauricien de statistique et d'économie appliquée (I.A.M.S.E.A.) B.P. 1109 à Kigali (Rwanda).

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 44.20.41.03 domicilié à la banque nationale du Rwanda à Kigali.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1986, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 228/MEF/FCS du 26-3-86 — Est autorisé le paiement de la somme de cinq cent mille (500.000) francs CFA, représentant la provision accordée à M. Agba Kassang client de maître Agbanzo Kodjo Messan dans le jugement n° 682/84 du 18 décembre 1984 prononcé par le tribunal de Sokodé.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 402.406.705 ouvert à la banque togolaise de développement au nom de Me Agbanzo pour être ensuite versée à M. Agba Kassang.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1986, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 233/MEF/FCS du 27-3-86 — Est autorisé le paiement de la somme de trente sept millions six cent treize mille (37.613.000) francs CFA, représentant la contribution de l'Etat au budget de fonctionnement du centre de la construction et du logement à Cacavéli (CCL) au titre de l'année 1986.

Cette somme sera mandatée et virée au compte de dépôt au trésor-public n° 125 au nom dudit centre.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1986, section 07, chapitre 82, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 251/MEF/FCS du 31-3-86 — Est autorisé le paiement de la somme de un milliard cent onze millions neuf cent mille (1.111.900.000) francs CFA, représentant le versement patronal à la caisse nationale de sécurité sociale au titre de l'année 1986.

Cette somme sera mandatée par tranches trimestrielles de deux cent soixante dix sept millions neuf cent soixante quinze mille (277.975.000) francs CFA et virée au compte n° 177 ouvert au trésor-public à Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1986, section 07, chapitre 81, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 253/MEF/FCS du 31-3-86 — Est autorisé le paiement de la somme de vingt millions (20.000.000) de francs CFA, représentant la contribution du Togo pour l'année 1986 au budget de fonctionnement du CERFER.

Cette somme sera mandatée par tranches semestrielles de dix millions (10.000.000) de francs CFA et virée au compte n° 31 700.270 70 ouvert à l'union togolaise de banque.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1986, section 07, chapitre 84, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 256/MEF/DCO du 31-3-86 — Il est mis à la disposition de M. le ministre de la jeunesse, des sports et de la culture un crédit de six millions neuf cent trente sept mille (6.937.000) francs CFA pour la préparation et la participation de l'équipe nationale togolaise de football au tournoi de zone III du conseil supérieur du sport en Afrique qui se déroulera à Accra à partir du 22 février 1986.

Cette somme sera mandatée au nom du trésorier-payeur en régularisation du paiement effectué par O.P. n° 33 du 19-02-1986.

La dépense dont les pièces justificatives seront produites au directeur des finances est imputable sur le budget général, gestion 1986, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Débloquages de crédit

Décision n° 224/MEF/DCO du 26-3-86 — Il est mis à la disposition du préfet de l'Oti un crédit de sept cent vingt mille (720.000) francs CFA pour couvrir les frais d'assistance des hôtes du gouvernement togolais au cours de l'année 1986.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1986, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses exceptionnelles).

Décision n° 225/MEF/DCO du 26-3-86 — Il est mis à la disposition de M. le ministre de la jeunesse, des sports et de la culture un crédit de cinq cent mille (500.000) francs CFA pour servir de récompense aux finalistes des manifestations sportives devant marquer le 12e anniversaire de notre libération économique.

La dépense dont les pièces justificatives seront adressées au directeur des finances est imputable sur le budget général, gestion 1986, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 227/MEF/DCO du 26-3-86 — Il est mis à la disposition de M. le ministre de la jeunesse, des sports et de la culture un crédit de un million cinquante mille (1.050.000) francs CFA pour la tenue à Lomé du congrès des différentes fédérations togolaises.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1986, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 234/MEF/DCO du 27-3-86 — Il est mis à la disposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération un crédit de quarante et un millions quatre cent quarante sept mille deux cent soixante huit (41.447.268) francs CFA pour permettre à notre Ambassade à Tripoli en Lybie de régler ses arriérés de loyers.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1986, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 (provision pour régularisation des dépenses des gestions antérieures) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 250/MEF/DCO du 31-3-86 — Il est mis à la disposition du ministre de l'équipement, des mines et des postes et télécommunications un crédit de soixante cinq millions cinq cent mille (65.500.000) francs CFA pour corriger l'erreur de 85.500.000 francs CFA qui s'est glissée dans le budget de la direction générale des postes et télécommunications à la rubrique « 41.27.00.00.59 carburants et lubrifiants ».

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1986, section 07, chapitre 61, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses imprévues de matériel).

Décision n° 252/MEF/DCO du 31-3-86 — Il est mis à la disposition de M. le garde des sceaux, ministre de la justice un crédit de cinq millions quatre vingt cinq mille quatre cent onze (5.085.411) francs CFA se répartissant comme suit :

— Equipement du bureau du directeur de cabinet	600.000 FCFA
— Achat photocopieur Canon	2.485.411 FCFA
— Tenue de la cour d'assises à Kara	2.000.000 FCFA

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1986 de la façon suivante :

section 07, chapitre 61, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses imprévues de matériel) 3.085.411 FCFA

section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues) 2.000.000 FCFA.

Décision n° 254/MEF/DCO du 31-3-86 — Il est mis à la disposition du ministre délégué à la présidence, chargé de l'information un crédit de treize millions deux cent soixante quinze mille cinq cent dix sept (13.275.517) francs CFA réparti comme suit :

— Paiement des droits de retransmission de la coupe d'Afrique des Nations	3.142.875
— Règlement des droits de retransmission de la coupe mondiale édition 1986	10.132.640

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1986, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 257/MEF/DCO du 31-3-86 — Il est mis à la disposition de M. le ministre de la jeunesse des sports et de la culture, un crédit de un million 1.000.000) de francs CFA pour l'ameublement de son Cabinet en complément du Crédit de 1.564.000 FCFA inscrit au budget général, gestion 1986, section 37-11-0000-31 achat matériel et mobiliers de bureau.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1986, section 07, chapitre 61, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses imprévues de matériel).

Décision n° 259/MEF/DCO du 31-3-86 — Il est mis à la disposition de M. le ministre délégué à la présidence chargé de l'information un crédit de onze millions quatre cent dix mille sept cent quatre vingt cinq (11.410.785) francs CFA pour la réfection par la société SADHY-Lomé d'un lot de plomberie et la fourniture de dix (10) pompes type EMP 100 N pour le domaine présidentiel de Lomé II.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1986, section 07, chapitre 61, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses imprévues de matériel).

Subvention

Décision n° 231/MEF/ME du 27-3-86 — Une subvention de vingt millions (20.000.000) de francs CFA est accordée au titre de l'année scolaire 1985-1986 aux établissements privés laïcs du Togo suivants :

- 1 — Collège Polytechnique Bruce
- 2 — Collège ORA et Labora
- 3 — Collège Technique Commercial de Kloto
- 4 — Ecole Nouvelle Internationale du Togo
- 5 — Institut des Sciences-Commerciales.

Cette somme sera mandatée et virée aux comptes bancaires desdits établissements suivant répartition ci-après :

1 — Collège polytechnique Bruce n° 9030-10481-0134 Lomé	7.150.000 FCFA
2 — Collège Ora et Labora n° 36016641-Y BIAO Lomé	4.650.000 FCFA
3 — Collège technique commercial de Kloto UTB Pa-0043 Kpalimé (Kloto)	3.200.000 FCFA
4 — Ecole nouvelle internationale du Togo BIAO n° 36400116-K Lomé	3.000.000 FCFA
5 — Institut des sciences commerciales BTCI n° 9030-63040-01-72 Lomé	2.000.000 FCFA

soit : 20.000.000 FCFA

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1986, section 07-62-07-00-99 (dépenses diverses imprévues), et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 255/MEF/FCS du 31-3-86 — Une subvention de trois cent millions (300.000.000) de francs CFA est accordée à l'hôtel du 2 Février au titre de l'année 1986.

Cette somme sera mandatée en trois tranches égales de cent millions (100.000.000) de francs CFA et virée au compte n° 051 ouvert au trésor-public au nom du haut commissariat au tourisme suivant les échéances ci-après mentionnées :

- 1re tranche fin mars 1986
- 2e tranche fin juin 1986
- 3e tranche fin septembre 1986.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1986, section 07, chapitre 92, article 00-00, paragraphe 65 (subvention à l'hôtel du 2 Février) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 258/MEF/FCS du 31-3-86 — Une subvention de trois cent cinquante millions (350.000.000) de francs CFA, est accordée à l'établissement national des éditions du Togo (EDITOGO) pour son budget de fonctionnement au titre de l'année 1986, conformément aux dispositions de l'article 4 du décret n° 75-2 du 2 janvier 1975.

Cette somme sera mandatée par tranches trimestrielles de quatre vingt sept millions cinq cent mille

(87.500.000) francs CFA et virée au compte n° 89 ouvert auprès du trésor-public au nom dudit établissement.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1986, section 07, chapitre 82, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

DECISION N° 31/MCT du 31 mars 1986 portant création d'un comité de suivi des travaux d'extension de l'aérogare de Lomé.

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS,

Vu la constitution spécialement en son article 21 ;
Vu le décret No 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et des diverses catégories de personnel ;

Vu le décret No 80/184 du 26 juin 1980 portant définition des attributions et organisation du ministère du commerce et des transports ;

Vu le décret No 84-165 du 13 septembre 1984 fixant la composition du gouvernement,

D E C I D E :

Article premier — Il est créé un comité chargé du suivi des travaux d'extension de l'aérogare et de l'exploitation des installations commerciales de l'aéroport de Lomé.

Art. 2 — Le comité est composé comme suit :

- Le directeur de cabinet du ministre du commerce et des transports : président
- Le directeur de l'aviation civile : membre
- Le représentant de l'ASECNA au Togo : membre
- Un représentant du ministre des sociétés d'Etat : membre
- Trois (3) représentants de la chambre de Commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo : membres.

Art. 3 — Le comité est chargé de :

— définir le programme d'extension de l'aérogare et en suite l'exécution.

— Préparer la mise en place d'une nouvelle structure d'exploitation des installations commerciales de l'aéroport.

— Effectuer la sélection du personnel et proposer son programme de formation.

— Proposer toute mesure de nature à assurer une bonne gestion des installations commerciales de l'aéroport.

Art. 4 — Le comité se réunit sur convocation de son Président et fait des rapports réguliers au ministre du commerce et des transports.

Art. 5 — Le secrétariat du comité est assuré par la direction de l'aviation civile.

Art. 6 — Le directeur de cabinet du ministre du commerce et des transports est chargé de l'application de la présente décision qui prend effet pour compter de sa date de signature et sera publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 31 mars 1986
Pali Yao Tchalla.

MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX

Représentants de l'Etat togolais devant de divers tribunaux

Arrêté n° 4/MJ/CT1 du 3-3-86 — Le capitaine Ali Badiabadja, commandant le groupement n° 2 de la gendarmerie nationale à Sokodé est désigné pour représenter l'Etat togolais devant le tribunal correctionnel de Sokodé dans l'affaire ministère public contre le gendarme Barnabo Yamba.

Arrêté n° 5/MJ/CT1 du 3-3-86 — Le capitaine Ali Badiabadja, commandant le groupement n° 2 de la gendarmerie nationale à Sokodé est désigné pour représenter l'Etat togolais devant le tribunal correctionnel de Sokodé dans l'affaire ministère public contre le soldat de 2e classe Boukpassi Abalo.

Arrêté n° 6/MJ/CT1 du 10-3-86 — M. Dzoka Kokou Klutsè, responsable du service contentieux à la SNTR TOGO-ROUTE, est désigné pour représenter ladite société devant le tribunal spécial pour la répression des détournements de deniers publics dans l'affaire commissaire du gouvernement contre Johnson Kuassi. (Thomas).

Arrêté n° 7/MJ/CT1 du 19-3-86 — L'arrêté n° 02/MJ/CAB du 7 janvier 1982 est rapporté.

Le capitaine Laoukpassi Pitalouma-Ani de la gendarmerie nationale est désigné pour représenter l'Etat togolais devant le tribunal correctionnel de Lomé dans l'affaire ministère public contre Koffi Dovi.

Arrêté n° 9/MJ/CT1 du 26-3-86 — M. Edoth Adzi-nyo, adjoint au chef comptable de la société immobilière togolaise est désigné pour représenter ladite société devant le tribunal spécial pour la répression des détournements de deniers publics dans l'affaire commissaire du gouvernement contre Dackey Koffi Seme-fa et Boutchi Comlan Yassékouwanè.

Nomination

Arrêté n° 8/MJ/CAB du 25-3-86 — Les greffiers dont les noms suivent sont nommés greffiers en chef près les tribunaux de première instance de :

SOKODE

— M. Djoua Tchadou Ba-Sina, n° mle 017818-L, greffier de 2e classe 4e échelon, précédemment en service au tribunal de première instance de Dapaong.

DAPAONG

— M. Nadjombé Oukaté, n° mle 005501-X, greffier de 2e classe 4e échelon, précédemment en service au tribunal de première instance de Mango.

MANGO

— M. Assimti-Tchao Essoneya, n° mle 008423-Z, greffier de 2e classe 4e échelon, précédemment en service au tribunal de première instance de Lomé.

Le traitement et les accessoires des intéressés restent à la charge de leur section et chapitre d'origine.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

**MINISTERE DU TRAVAIL
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

Promotions

Arrêté n° 314/MTFP du 11-3-86 — M. Hounsinou Dossou Kodjo, n° mle 009470-Y commissaire principal 3e échelon du cadre des fonctionnaires de la police, est promu au grade de commissaire divisionnaire 1er échelon à compter du 1er août 1985.

Arrêté n° 367/MTFP du 21-3-86 — Mlle Bakolmde Dewama Béty, n° mle 015715-M, institutrice-adjointe de 3e classe 4e échelon est promue au grade d'institutrice adjointe de 2e classe 1er échelon (indice 750) à compter du 7 mai 1983.

Mlle Bakolmde Dewama Béty, n° mle 015715-M, institutrice-adjointe de 2e classe 1er échelon (catégorie C-indice 750) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admise au certificat d'aptitude pédagogique (CAP), série : concours option : enseignement primaire ; session des 19 et 20 octobre 1983, est intégrée dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'institutrice de 2e classe 1er échelon (catégorie B-indice 750) à compter du 1er janvier 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 7 mai 1983 date du dernier avancement de grade de l'intéressée dans son corps de provenance.

Mlle Bakolmde Dewama Béty est élevée au 2e échelon de son grade (indice 850) à compter du 7 mai 1985.

Admissions

Arrêté n° 355/MTF du 20-3-86 — M. Amegnibo Kossi Adjéwoda, n° mle 004220-W, dactylographe permanent de 3e catégorie hors échelle, titulaire de l'attestation de diplôme de capacité en droit, session de septembre-octobre 1985, option : droit administratif, est nommé dans le cadre du personnel judiciaire en qualité de greffier de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) à compter du 1er novembre 1985 et conserve son affectation actuelle (section 17, chapitre 21 du budget général).

Arrêté n° 356/MTFP du 20-3-86 — M. Agouda Bandedo Toï, n° mle 033971-V, aide-mécanicien dentiste permanent de 5^e catégorie échelle C, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré session de juin 1972 et du certificat d'aptitude professionnelle (spécialité : prothésiste dentaire) de l'école dentaire française à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de deux (2) ans et d'une cessation temporaire de fonctions de trois (3) ans vingt huit (28) jours en France, est nommé dans la catégorie B en qualité d'infirmier dentiste de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 750) et reste mis à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine (section 23, chapitre 20 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de reprise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 361/MTFP du 21-3-86 — M. Kawole Kokou, n° mle 008108-W, moniteur de 3^e catégorie échelle A, titulaire de l'attestation du centre régional de formation pour entretien routier (CERFER), spécialité : mécanicien réparateur d'engins des travaux publics — cycle A, session de juillet 1985, est nommé dans le cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'agent de maîtrise-adjoint de 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) à compter du 1^{er} août 1985 et mis à la disposition du ministre du développement rural (section 21, chapitre 26 du budget général).

Arrêté n° 362/MTFP du 21-3-86 — M. Laré Bantéripe, n° mle 017763-D, moniteur permanent de 2^e catégorie échelle A, admis au certificat d'aptitude au monitorat (CAM) session des 20 et 21 octobre 1982, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D — indice 270) à compter du 1^{er} janvier 1983 et conserve son affectation actuelle (session 27, chapitre 20 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 4 ans 2 mois 12 jours, lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis en qualité d'agent non fonctionnaire du 13 septembre 1976 au 31 décembre 1982 inclus en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 1-1-83 — moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon + 4 ans 2 mois 12 jours de bonification
- 1-1-83 — moniteur de 3^e classe 2^e échelon + 2 ans 2 mois 12 jours de bonification
- 1-1-83 — moniteur de 3^e classe 3^e échelon + 2 mois 12 jours de bonification
- 19-10-84 — moniteur de 3^e classe 4^e échelon bonification épuisée.

Arrêté n° 363/MTFP du 21-3-86 — M. Sossoo-Dussey Kodjo Mawuena Djigbodi, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP), spécialité : électronicien et du diplôme universitaire de technicien supérieur de la santé et des sciences biologiques, est nommé dans la catégorie A2 en qualité de technicien supérieur de laboratoire de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (ind. 1100) à compter du 9 juillet 1979 et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (budget autonome de l'Université du Bénin).

Arrêté n° 364/MTFP du 21-3-86 — Mme Namounou Koabia, épouse Bontiyere, n° mle 022148-W, monitrice permanente 5^e catégorie échelle D, admise au certificat d'aptitude au monitorat (CAM) session des 11 et 12 octobre 1979, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de monitrice de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D-indice 270) à compter du 1^{er} janvier 1980 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 1 an 3 mois 8 jours (1a 3m 8j) est accordée à Mme Namounou Koabia, épouse Bontiyere pour ses services antérieurs accomplis en qualité d'agent non fonctionnaire du 3 février 1978 au 31 décembre 1979 inclus en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressée est reprise comme suit :

- 1.1.80 : monitrice de 3^e classe 1^{er} échelon + 1a 3m 8j de bonification
- 23.9.80 : monitrice de 3^e classe 2^e échelon (bonification épuisée)
- 23.9.82 : monitrice de 3^e classe 3^e échelon
- 23.9.84 : monitrice de 3^e classe 4^e échelon.

L'intéressée dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation, conserve à titre personnel le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, elle atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 365/MTFP du 21-3-86 — M. Gbedessy-Wini Kouami Loulou, n° mle 023100-E, moniteur permanent 3^e catégorie échelle A, admis au certificat d'aptitude au monitorat (CAM) session des 22 et 23 octobre 1980, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D — indice 270) à compter du 1^{er} janvier 1981 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 1 an 8 mois 7 jours (1a 8m 7j) est accordée à M. Gbedessy-Wini pour ses services antérieurs accomplis en qualité d'agent non fonctionnaire du 20 juin 1978 au 31 décembre 1980 inclus en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 1-1-81 — moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon + 1a 8m 7j de bonification

- 24-4-81 — moniteur de 3e classe 2e échelon (bonification épuisée)
 24-4-83 — moniteur de 3e classe 3e échelon
 24-4-85 — moniteur de 3e classe 4e échelon.

Arrêté n° 366/MTFP du 21-3-86 — M. Samba Koffi Lantam, n° mle 016777-K, agent permanent hors catégorie, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du deuxième degré et qui a réuni plus de trois (3) ans d'ancienneté, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 8 janvier 1986 et conserve son affectation actuelle (section 18, chapitre 21 du budget général).

M. Samba dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation, conserve à titre personnel le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Intégrations

Arrêté n° 302-MTFP du 11-3-86 — Mme Agbessime Akuvi Elom, épouse Dorkenoo, n° mle 004124-W, institutrice de 1re classe 3e échelon, est promue au grade d'institutrice principale 1er échelon (indice 1350) à compter du 1er janvier 1985.

Mme Agbessime Akuvi Elom, épouse Dorkenoo, n° mle 004124-W, institutrice principale 1er échelon (catégorie B — indice 1350) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admise à l'examen de fin de formation des

élèves conseillers pédagogiques du premier degré (promotion 1983-1985), est rayée du corps des instituteurs et intégrée dans la catégorie A2 en qualité de conseillère pédagogique de 3e classe 4e échelon (indice 1400) à compter du 3 septembre 1985 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 1er janvier 1985, date du dernier avancement de grade de l'intéressée dans son corps de provenance.

Arrêté n° 302-MTFP du 11-3-86 — Mme Ahavi Awovi Seemanu, épouse Adjaklo, n° mle 013995-D, institutrice-adjointe de 3e classe 4e échelon (catégorie C — indice 700) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admise au certificat d'aptitude pédagogique, série concours, session des 19 et 20 octobre 1983, est intégrée dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'institutrice de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1er janvier 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

L'intéressée est élevée au 2e échelon de son grade (indice 850) à compter du 1er janvier 1986.

Arrêté n° 304-MTFP du 11-3-86 — Les instituteurs (catégorie B) ci-après désignés, admis à l'examen de fin de formation des élèves conseillers pédagogiques du premier degré (promotion 1983 1985), sont rayés du corps des instituteurs et intégrés dans la catégorie A2 en qualité de conseillers pédagogiques dans les conditions suivantes et conservent leur affectation actuelle (section 27 chapitre 20 du budget général) :

Nom et prénoms n° mle	Ancien grade et indice	Nouveau grade et indice	Date d'intégration	Date d'effet de l'ancienneté pour le prochain avancement dans le nouveau corps
Adoté Afiwa Adoudé n° mle 008877-F	institutrice de 2e cl. 4e éch. (indice 1050)	conseillère pédagogique de 3e cl. 1er échelon (indice 1100)	03-09-1985	20-09-1983
Lequessim Sady Bidemnawe n° mle 004502-G	institutrice de 2e cl. 4e éch. (indice 1050)	conseillère pédagogique de 3e cl. 1er échelon (indice 1100)	06-09-1985	01-01-1984
Balla Limdo Manzamasse n° mle 006815-Z	inst. de 1re cl. 1er éch. (indice 1150)	conseiller pédagogique de 3e cl. 2e échelon (indice 1200)	09-09-1985	23-09-1983
Tsogli Fatsina Temdouan n° mle 008942-Y	inst. de 2e cl. 4e éch. (indice 1050)	conseiller pédagogique de 3e cl. 1er échelon (indice 1100)	09-09-1985	20-09-1983
Apesogbor-Ahavi E. K. Mawuli n° mle 011388-E	inst. de 1re cl. 2e éch. (indice 1250)	conseiller pédagogique de 3e cl. 5e éch. (indice 1300)	04-09-1985	01-01-1984
Dzogbedo Koami Agbeko n° mle 008845-P	inst. de 1re cl. 3e éch. (indice 1350)	conseiller pédagogique de 3e cl. 4e éch. (indice 1400)	09-09-1985	21-09-1983

Les conseillers pédagogiques ci-dessous désignés sont élevés à l'échelon supérieur de leur grade dans les conditions suivantes :

Au 2^e échelon du grade de conseiller pédagogique de 3^e classe

- 20-09-1985 — Adoté Afiwa Adoudé, n° mle 008877-F, conseillère pédagogique de 3^e classe 1^{er} échelon
 20-09-1985 — Tsogli Fatsina Temdouan, n° mle 008942 — Y, conseiller pédagogique de 3^e classe 1^{er} échelon

Au 3^e échelon du grade de conseiller pédagogique de 3^e classe

- 23-09-1985 — Balla Limdo Manzamasso, n° mle 006815-Z, conseiller pédagogique de 3^e classe 2^e échelon.

Arrêté n° 305/MTFP du 11/3/86 — M. Akpemado Kablégnon Souné, n° mle 013532-W, adjoint administratif de 2^e classe 3^e échelon (cat. C, ind. 650) du cadre inter-

ministériel des fonctionnaires de l'administration générale titulaire du diplôme de l'école nationale d'administration (ENA) cycle I, promotion 1982-1985, option : administration générale, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon (cat. B, ind. 750) à compter du 12 août 1985 et conserve son affectation actuelle (section 31, chapitre 23 du budget général).

Arrêté n° 306/MTFP du 11/3/86 — Les instituteurs-adjoints stagiaires (catégorie C-indice 550) ci-après désignés, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat de fin d'études normales (CFEN) promotion 1981-1983) section : ENS, sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeurs des collèges d'enseignement général de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie A2-indice 1100) à compter de leur date de reprise de service et conservent leur affectation actuelle ; section 27, chapitre 21 du budget général.

Nom et Prénoms n° mle	Ancien grade et indice	Option	Date d'effet de l'intégration
Ahovi Komlavi Atighlayvi n° mle 024399-H	inst. adjt. de 3 ^e cl. 1 ^{er} éch. stagiaire (indice 550)	Ewé	26-4-1985
Akono Kwassi Kpadonou n° mle 024250-L	inst. adjt. de 3 ^e cl. 1 ^{er} éch. stagiaire (indice 550)	Anglais	15-4-1985
Geraldo Chaffiou n° mle 029513-T	inst. adjt. de 3 ^e cl. 1 ^{er} éch. stagiaire (indice 550)	Mathématique	22-4-1985
Massada Comlan Edem Tomékpé M'Lé-Dada n° mle 026255-Z	inst. adjt. de 3 ^e cl. 1 ^{er} éch. stagiaire (indice 550)	Ewé	26-4-1985

Arrêté n° 307/MTFP du 11/3/86 — M. Dunya Adu Tsoké Komlan, n° mle 009043-M, infirmier d'état de 1^{re} classe 3^e échelon est promu au grade d'infirmier d'état principal 1^{er} échelon à compter du 1^{er} octobre 1983.

M. Dunya Adu Tsoké Komlan, infirmier d'état principal 1^{er} échelon (catégorie C-indice 900) du cadre du personnel médical et technique de la santé publique titulaire du diplôme universitaire d'assistant médical à l'issue de trois années de formation professionnelle à l'école des assistants médicaux de l'université du Bénin (session de juin 1984), est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'assistant médical de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) à compter du 11 février 1985 et conserve son affectation actuelle (section 23, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 308-MTFP du 11-3-86 — Sont rapportés en ce qui concerne M. Kassegne Ikatcho Yao, la décision n° 2222/MTFP du 25 novembre 1982 et l'arrêté n° 00882/MTFP du 14 juillet 1984 portant avancement automatique d'échelons et promotion dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement.

M. Kassegne Ikatcho Yao, n° mle 017639-Z moniteur de 3^e classe 3^e échelon (catégorie D-indice 350) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP), série concours, session des 21 et 22 octobre 1981, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C-indice 550) à compter du 1^{er} janvier 1982 et conserve son affectation actuelle (section 27 chapitre 20 du budget général).

M. Kassegné Ikatcho Yao est élevé aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :
01-01-1984 — instituteur-adjoint de 3e classe 2e échelon
01-01-1986 — instituteur-adjoint de 3e classe 3e échelon (indice 650).

Arrêté n° 309-MTFP du 11-3-86 — M. Kounou Yawo Anani, n° mle 017715-D, moniteur de 2e classe 1er échelon (catégorie D — indice 430) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP — concours), session des 21 et 22 octobre 1981, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1er janvier 1982 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 310-MTFP du 11-3-86 — M. Koiwou Kodjo, n° mle 017675-V, moniteur de 3e classe 3e échelon (cat. D - indice 350), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP — concours), session des 19 et 20 octobre 1983, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1er janvier 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 311-MTFP du 11-3-86 — Est rapporté en ce qui concerne M. Mahinou Komlan, n° mle 008344-J, l'arrêté n° 01248-MTFP du 29 octobre 1984 portant promotion dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement.

M. Mahinou Komlan, n° mle 008344-J, instituteur-adjoint de 3e classe 4e échelon (catégorie C-indice 700), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (C.A.P), série concours (option : enseignement primaire), session des 19 et 20 octobre 1983, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1er janvier 1984 et conserve son affectation actuelle : (section 27 chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 312-MTFP du 11-3-86 — Est rapporté en ce qui concerne M. Odzoukpa Komivi Edoh, n° mle 014009-T, l'arrêté n° 00814-MTFP du 27 juin 1984, portant avancement automatique d'échelons dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement.

Les instituteurs-adjoints ci-après désignés, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP) série concours (option : enseignement primaire), session des 19 et 20 octobre 1983 sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteurs de 2e classe 1er échelon (catégorie B-indice 750) à compter du 1er janvier 1984 et conservent leur affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

— Odzoukpa Komivi Edoh, n° mle 014009-T, instituteur-adjoint de 3e classe 3e échelon (indice 650).

Alouka Mèfè Amédimélé, n° mle 010699-M, instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (indice 750).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise par M. Alouka Mèfè Amédimélé à compter du 1er janvier 1983, date de son dernier avancement de grade dans son corps de provenance.

Arrêté n° 313-MTFP du 11-3-86 — M. de Saba Yao, n° mle 028902-G, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré (série A4) session de septembre 1985, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) à compter du 1er octobre 1985 et conserve son affectation actuelle (section 27 chapitre 21 du budget général).

Arrêté n° 332-MTFP du 17-3-86 — M. Kpazou Egoulia, n° mle 004969-K, inspecteur de 1re classe 2e échelon (catégorie A2-indice 1600) du cadre des fonctionnaires du trésor, titulaire de la maîtrise en sciences juridiques et politiques (option : droit), session de juin 1985 de l'université de Paris VIII Vincennes, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'inspecteur central de 2e classe 3e échelon (catégorie A1-indice 1600) à compter du 1er juillet 1985 et conserve son affectation actuelle (section 13 chapitre 36 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 26 mars 1985 date du dernier avancement automatique d'échelon de l'intéressé dans son ancien corps.

Arrêté n° 369-MTFP du 21-3-86 — M. Amou Hihé-glo Lébéné, n° mle 024224-S, professeur des CEG de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du diplôme de licences es-lettres (option : anglais) session de juin 1985 de l'Université du Bénin, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeur de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1300) à compter du 1er juillet 1985 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général).

Arrêté n° 370-MTFP du 21-3-86 — M. Toloua Bassa, n° mle 029310-G, instituteur de 2e classe, 1er échelon stagiaire (catégorie B-indice 750), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du certificat de fin d'études normales (option : Histoire et Géographie), session de juin 1983 de l'école normale supérieure d'Atakpamé, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeur des CEG de 3e classe, 1er échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1.100), à compter du 22 avril 1985 date de reprise de service et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général).

Arrêté n° 371/MTFP du 21-3-86 — M. Makou Pondikpa Gnon, n° mle 013095-H, instituteur-adjoint de 3e classe, 4e échelon (indice 700), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP-concours), (premier degré), session des 19 et 20 octobre 1983, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe, 1er échelon (catégorie B, indice 750) à compter du 1er janvier 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 372/MTFP du 21-3-86 — M. Ayedje Yao Afounonémou, n° mle 024661-P, moniteur de 3e classe, 3e échelon (catégorie D-indice 350), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP-concours), option : enseignement primaire, session des 19 et 20 octobre 1983, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe, 1er échelon (catégorie C-indice 550), à compter du 1er janvier 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 373/MTFP du 21-3-86 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 00498/MTFP du 19 février 1985, portant avancement automatique d'échelons.

— Mme Adjima Djigbodi, épouse Kowouvi, n° mle 013531-M, sage-femme de 1re classe, 1er échelon (catégorie B-indice 1.150) du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, titulaire du diplôme universitaire d'assistant médical, option : médicale, est intégrée dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'assistante médicale de 2e classe, 2e échelon (catégorie A2-indice 1.200), à compter du 1er juin 1983 et conserve son affectation actuelle (section 23, chapitre 20 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 1er novembre 1982, date du dernier avancement en grade de l'intéressée dans le corps de provenance.

— Mme Adjima Djigbodi, épouse Kowouvi, n° mle 013531-M, est élevée au 3e échelon de son grade à compter du 1er novembre 1984.

Arrêté n° 374/MTFP du 21-3-86 — M. Gbofu Zyto Messan, n° mle 033635-V, ingénieur des travaux agricoles de 2e classe 4e échelon (catégorie A2 — indice 1400) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, titulaire du diplôme de « Master of science » en agronomie, spécialité : économie agricole de « Texas Tech University », aux Etats-Unis, équivalent au diplôme d'ingénieur de conception, à l'issue d'un stage de formation professionnelle de deux (2) ans et d'une disponibilité sans traitement pour études d'une durée d'un (1) an deux (2) mois et neuf (9) jours, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'ingénieur d'agriculture de 2e classe 2e échelon

(catégorie A1 — indice 1450) à compter du 24 juin 1983, date de son retour de stage et conserve son affectation actuelle (section 35, chapitre 14 du budget général) AC : 1 mois 24 jours.

M. Gbofu Zyto Messan est élevé au 3e échelon de son grade (indice 1600) à compter du 30 avril 1985.

Détachements

Arrêté n° 329-MTFP du 12-3-86 — M. Bagna Kodjo Banabessé, n° mle 033651-D, attaché d'administration de 2e classe 2e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service à la bibliothèque de l'université du Bénin, est placé dans la position de détachement pour servir auprès de l'Institut Culturel Africain (I.C.A.) pour une durée de cinq (5) ans à compter du 28 février 1986.

Durant la période du détachement, les émoluments de M. Bagna seront à la charge de l'I.C.A.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Arrêté n° 333-MTFP du 18-3-86 — M. Galley Koffi Agbéviadé, n° mle 015803-V, ingénieur électricien de 2e classe 3e échelon du cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en service au ministère de l'équipement, des mines et des postes et télécommunications est placé dans la position de détachement pour servir auprès de la communauté électrique du Bénin (CEB) pour une période de cinq (5) ans à compter du 15 mars 1986.

Durant le détachement les émoluments de M. Galley seront à la charge de CEB.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Fin de détachements

Arrêté n° 301/MTFP du 10-3-86 — Il est mis fin à compter du 31 mai 1985 au détachement auprès de l'organisation mondiale de la santé (O.M.S.) de M. Adjonou Christoto, agent technique principal de C.E. du cadre du personnel médical et technique de la santé publique.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre de la santé publique des affaires sociales et de la condition féminine à compter de la même date.

Arrêté n° 334-MTFP du 18-3-86 — Il est mis fin au détachement auprès du Catholic Relief services (CATHWEI) de Mme Delai Marie-Jeanne, épouse Pouli, n° mle 110209-K, infirmière d'Etat de 2e classe 2e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique.

L'intéressée est remise à la disposition du ministre de la santé publique des affaires sociales et de la condition féminine.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Absences irrégulières

Arrêté n° 287/MTFP du 6-3-86 — Est constatée à compter du 27 décembre 1985 l'absence irrégulière de M. Abotsi Kossi Sockey n° mle 004304-S ouvrier principal 3e échelon en service au réseau des chemins de fer du Togo (voie et bâtiments).

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 288/MTFP du 6-3-86 — Est constatée à compter du 6 janvier 1986, l'absence irrégulière de M. Fiogno Kodjo Komlan, n° mle 031806-G, instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au CEG de Tomégbé (préfecture de Wawa).

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 291/MTFP du 6-3-86 — Est rapporté l'arrêté n° 0213/MTFP du 11 février 1986 constatant absence irrégulière de M. Akakpo Médjidon Yao, n° mle 023488-J, assistant d'hygiène d'Etat de 2e classe 4e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, en fonction au service d'assainissement du centre de santé de Vogan (Vo).

Arrêté n° 299/MTFP du 10-3-86 — Est constatée à compter du 27 janvier 1986, l'absence irrégulière de M. Essi Amevor Kwami Kubalé, n° mle 019915-M, préposé de 2e classe 4e échelon du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications en service au bureau de poste de Bassar.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 321/MTFP du 12-3-86 — Est constatée à compter du 25 janvier 1986, l'absence irrégulière de Mme Ameganvi Komlanvi, n° mle 026514-C, laborantin d'Etat de 2e classe 3e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique en service au dispensaire de Kabou (subdivision sanitaire de Bassar).

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 322/MTFP du 12-3-86 — Est constatée à compter du 25 janvier 1986, l'absence irrégulière de M. Mengong Mawussi, épouse Agbeka, n° mle 020984-S, agent technique de 2e classe 3e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique en service au centre hospitalier universitaire de Lomé.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressée n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 345-MTFP du 18-3-86 — Est constatée à compter du 23 février 1986, l'absence irrégulière de M. Alou Binèwai, n° mle 030299-V, infirmier d'état de 2e classe 2e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique en service à la subdivision sanitaire de Doufelgou.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Révocations

Arrêté n° 327/MTFP du 12-11-86 — Est rapporté en ce qui concerne M. Kouvahe Folli Donkusso, n° mle 008277-F, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, l'arrêté n° 761/MTFP du 23 avril 1985, portant admission à la retraite.

M. Kouvahe Folli Donkusso, ancien n° mle 008277-F instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, est révoqué de ses fonctions sans suspension des droits à pension à compter du 28 mars 1978, pour abandon de poste.

Arrêté n° 352/MTFP du 18-3-86 — Mlle Lassey Adjélé Netche, n° mle 019214-Y, secrétaire d'administration de 2e classe 4e échelon, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service à la direction du tourisme et de l'hôtellerie est révoquée de ses fonctions.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Suspension de fonctions

Arrêté n° 348/MTFP du 18-3-86 — M. Kogbetse Mensa Yawo, n° mle 024123-D, administrateur civil 4e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service à la direction du plan qui a fait l'objet d'une poursuite judiciaire est suspendu de ses fonctions à compter du 6 janvier 1986.

Pendant la durée de la suspension l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Licenciement

Arrêté n° 328/MTFP du 12-3-86 — M. Agbedanou Kossi Elom, n° mle 029694-C, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'école primaire publique de Bowounda (Tchaoudjo), est licencié de ses fonctions pour abandon de poste à compter du 31 octobre 1985.

Rappels à l'activité

Arrêté n° 294/MTFP du 6-3-86 — M. Amadekpo Adigla, n° mle 02355-V, infirmier d'état de 2e classe 4e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique en service au dispensaire de Koutougou (subdivision sanitaire de la Kéran) dont l'absence irrégulière a été constatée suivant arrêté n° 1912/MTFP du 10 décembre 1985 est rappelé à l'activité à compter du 11 novembre 1985 et remis à la disposition du ministre de la santé publique des affaires sociales et de la condition féminine à compter de la même date.

Arrêté n° 339/MTFP du 18-3-86 — M. Kataa Sémina, n° mle 033790-K, instituteur de 2e classe 2e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à l'école primaire publique centrale de Notsè (préfecture de Haho) dont l'absence irrégulière a été constatée suivant arrêté n° 1218/MTFP du 14 août 1985 est rappelé à l'activité et remis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

Retraite

Arrêté n° 1354-MTFP du 18-3-86 — Les agents ci-après désignés, relevant des différents ministères qui ont accompli trente (30) ans de services effectifs sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1er avril 1986 :

Ministère de l'économie et des finances

Bataka Wassa, n° 001168-J, agt. spéc. des T.P. Ppal 3è échelon
 Labdiedo Koumbodja, n° mle 004102-Q, com. d'adm.ppal. 1er échelon
 Tchoua Simdéhéyi, n° mle 007033-K, insp. des douanes de 1ère cl. 3è. échelon
 Balana Baloudama Wakesso, n° mle 001364-W, secr. d'adm. de 2e classe 3e échelon.
 Tchamdja Takouda Mana Padateng, n° mle 005767-R, adjt adm. de 1ère cl. 2è échelon

Ministère de l'équipement, des mines, des postes et télécommunications

Segnikin Hovor Kokou, n° mle 001202-U, agt. d'expl. des P.T. de 1ère cl. 2è éch.
 Mensah-Gafan Akovo Agnité, n° mle 002616-A, adjt adm. ppal C.E.

Ministère du commerce et des transports

Kpotossou Missiyovo, n° mle 010982-Y, assistant météo ppal. C.E.

Ministère de la justice

Bawa Bouraïma, n° mle 001192-J, greffier ppal 3è échelon
 Assogba Degnidé Komi, n° mle 001191-H, secrét. des greffes et parquets ppal 3è échelon.

Ministère de la défense nationale

Gbedey-Tatinvaku Goudjo Benan Kouassi, n° mle 004427-V adjt. adtif ppal C.E.

Ministère de l'intérieur

Awutse Koffi Adzinyo, n° mle 007116-E, secrét. d'adm. ppal. 3e échelon
 Gbadoe Anani Agbéko, n° mle 002500-N, attaché d'adm. ppal 1er échelon.

Ministère de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine

Assigbe Komi, n° mle 002111-Z, inf. d'Etat ppal. 3e échelon
 Bassah Afiwa Mawoulom, n° mle 001496-S, inf. d'Etat ppale C.E.
 Nossa Amouka Bawerima, n° mle 004825-K, inf. d'Etat ppal de C.E.
 Amana Boda, n° mle 001205-X, inf. d'Etat ppal 2è éch.

Mme Wilson-Bahun Adjélé Dodji épouse Adjakpley, n° mle 001209-B, inf.d'Etat 1ère cl. 3è éch.

Mme Glikou Adakouvi épouse Byll, n° mle 002517-F, inf. d'Etat ppale C.E.

Ministère du développement rural

Issifou Amoussa, n° mle 001551-H, ing. adjt. d'agricult. de 1ère cl. 3è éch.

Ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique

Bileri Kalaye Bwessodjo, n° mle 001101-F, prof. de 3e cl. 1er éch.
 Douti Djakper, n° mle 021854-Y, inst. adjt de 3è cl. 1er échelon
 Hobiam Agbehoassi, n° mle 001171-M, moniteur de 2e classe 3e échelon
 Hounakey Akakpo Doh, n° mle 011631-H, inst. ppal 4e échelon
 Folligan Messan, n° mle 001167, insp. 1re classe 2e échelon
 Mme Seddoh Cofa Fafavi épouse Agbodjan, n° mle 00164-E, inst. 2e classe 3e échelon
 Atayi Agbobly Ayikué, n° mle 003538-L instituteur C.E.
 Koudalo Koffi Sédofia, n° mle 013034-U, instituteur-adjt. 2e classe 3e échelon
 Gaka Yao Medjago, n° mle 010929-B, inst. adjt. 2e classe 3e échelon
 Agbaglo Kokouvi Agbéko, n° mle 012048-A, int. 2e classe 1er échelon
 Pekessa Sindjalim, n° mle 001393-K, inst. adjt. 1re classe 2e échelon
 Nabede Kpatcha Pilakani, n° mle 008122-L, inst. 3e classe 4e échelon
 Yovo Kokouvi Amétépé, n° mle 002712-A, inst. 1re classe 3e échelon
 Somabey A. Sotodji, n° mle 007234-L, inst. adjt 3e classe 4e échelon
 Akara Gado, n° mle 001581-F, inst. adjt, 3e cl. 4e échelon
 Assemboni Obilaté, n° mle 017271-H, moniteur de 2e cl. 3e échelon
 Amaizo F. Lolo, n° mle 002037-F, inst. ppal 3e échelon
 Atayi Amaté Anipa-Cika, n° mle 001306-L, inst. 1re cl. 3e échelon
 Alfa-Boukari Traoré, n° mle 005730-C, secret. d'adm. ppal. C.E.

Les fonctionnaires qui ont travaillé pendant un certain nombre d'années à l'étranger sont autorisés à faire valider ces années de service auprès du ministre de l'économie et des finances.

La situation des fonctionnaires ayant travaillé dans le secteur privé togolais est réglée par l'arrêté interministériel n° 551-MJFPT-MEF du 9 juin 1977.

Arrêté n° 349-MTFP du 18-3-86 — M. Agbodjan Têvi-Tsabi, n° mle 001424-S, officier de police adjoint principal 3e échelon, ayant atteint la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er avril 1986.

**MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES MINES
ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**

Nomination

Arrêté n° 11-MEMPT du 31-3-86 — M. Osseni Abdou Gafarou — ingénieur des travaux publics de 1re classe — 3e échelon est nommé conseiller technique au cabinet du ministre de l'équipement, des mines et des postes et télécommunications.

Les émoluments de M. Osseni restent imputables sur le budget général, section 41, chapitre 22, article 00-00, paragraphe 10 jusqu'au 31 décembre 1986.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

**MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, DES
AFFAIRES SOCIALES ET DE LA CONDITION
FEMININE**

Nominations

Décision n° 88-MSPASCF du 25-3-86 — Les fonctionnaires relevant du ministère de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine dont les noms suivent, reçoivent les affectations ci-après :

C.H.U. Lomé (Clinique bon Secours)

Amouzou Kpatoukpa Djagnikpo, adjoint administratif n° mle 006207-H, précédemment chef du secrétariat au cabinet MSPASCF, est nommé directeur adjoint chargé de la clinique bon Secours en remplacement de M. Dekor muté.

CHR Atakpamé

Kemde Kossivi Awoe, attaché d'administration n° mle 020034-C, précédemment à l'institut national d'hygiène, est nommé directeur-économiste en remplacement de M. Gbengbertane muté.

Hôpital Kpalimé

Dekor Etonam Yao Agbété, attaché d'administration n° mle 004692-E, précédemment au CHU (clinique bon secours) de Lomé, est nommé directeur économiste en remplacement de M. Adabra muté.

CHR KARA

Gbengbertane Kolambik, administrateur civil n° mle 007811-V, précédemment directeur-économiste du CHR d'Atakpamé, est nommé directeur-économiste du CHR Kara en remplacement de MANAOBA muté.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE
LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

Nomination

Arrêté n° 24-MEN-RS du 25-3-86 — Mlle Lawson Latré Sibi, n° 014014-Q, professeur de 3e classe 4e échelon, cumulativement à ses fonctions de bibliothécaire à l'institut national de la recherche scientifique, est chargée de l'organisation de la bibliothèque de l'EAMAU — l'école africaine et mauricienne d'architecture et d'urbanisme).

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT RURAL

Nomination

Décision n° 5-MAR-FCE du 17-3-86 — M. Keoula Yao, n° mle 002929-K, ingénieur des eaux et forêts de 1re classe 3e échelon, chef de la division d'élaboration et du contrôle technique économique des programmes et projets, est nommé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, chef de l'inspection forestière de la région maritime par intérim avec résidence à Tabligbo.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Nomination

Décision n° 55-MDR du 6-3-86 — Le docteur Sama Koffi, vétérinaire inspecteur en chef 3e échelon n° mle 010453-P, directeur régional du développement rural de la région maritime est nommé coordinateur du projet APP-Togo pour agir au nom du ministère du développement rural.

Il est suppléé dans ses fonctions par M. Dossou Djidjilévo Vilévo, n° mle 002522-U, attaché d'administration, directeur adjoint de la direction régionale du développement rural région maritime.

Le docteur Sama Koffi et M. Dossou Djidjilévo Vilévo sont tenus de déposer le spécimen de leurs signatures à l'USAID-TOGO.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

DIVERS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Interdiction de séjour

Arrêté n° 36-INT-SG-APA-AA du 26-3-86 — Le séjour sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise est interdit pour une durée de cinq (5) ans à comp-

ter du 18 mars 1986 date de sa libération au nommé Housa Idrissou, détenu à la prison civile de Lomé, né vers 1957 à Nworongou (Ghana), fils de Moussa et de Assibi sans profession, sans domicile, condamné pour escroquerie et vagabondage à (10) mois de prison et **Cinq (5) ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 4 octobre 1985** du tribunal correctionnel de Lomé.

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 38 du code pénal.

Les préfets et le directeur de la sûreté nationale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 148-MEF-CR du 19-3-86 — La pension d'ancienneté concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Ayeva Fatouma, épouse, Maboudou institutrice adjointe de 1re classe 2e échelon en retraite est fixée au taux de 80 % des émoluments de base correspondant à l'indice 950 pour compter du 1er novembre 1984.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à cinq cent soixante treize mille six cent cinquante six (573.656) francs pour compter du 1er novembre 1984.

Le reste sans changement.

Arrêté n° 149-MEF-CR du 19-3-86 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 63 %) au montant annuel de quatre cent quatre mille deux cent quatre (404.204) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Agoroh Adam Idrissou secrétaire des greffes et parquets 1re classe 1er échelon du corps du personnel de la justice (indice 850) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Agoroh Adam Idrissou pour compter du 1-4-85 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Djamilatou, née le 23 avril 1952
Nouridine, né le 10 novembre 1954
Syrina, née le 28 juin 1956
Siradjidini, né le 16 juin 1957
Nimatou, née le 2 janvier 1959
Rilwanou, né le 10 janvier 1960.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent un mille cinquante deux (101.052) francs pour compter du 1er avril 1985.

M. Agoroh Adam Idrissou pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits au

bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 24e rang) ci-après désignés :

Bariétou, née le 14 décembre 1966
Binta, née le 22 avril 1967
Massaoudou, né le 15 juillet 1967
Hafissatou, née le 28 août 1969
Aboudou-Latif, né le 15 février 1970
Massiroudini, né le 20 janvier 1971
Mariama, née le 12 mai 1972
Charifatou, née le 25 février 1972
Djariatou, née le 31 janvier 1973
Aïssatou, née le 2 février 1974
Abbas, né le 21 novembre 1976
Amina, née le 2 décembre 1976
Safiou, né le 26 décembre 1976
Awalou, né le 25 octobre 1977
Rakiatou, née le 29 novembre 1979
Rabiou, né le 2 octobre 1982
Ahmed, né le 17 juin 1983
Falilatou, née le 27 avril 1984.

Arrêté n° 150-MEF-CR du 19-3-86 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 52 %) au montant annuel de cent soixante seize mille six cent vingt huit (176.628) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraite du Togo à M. Tronou Ayaovi, caporal 5e échelon n° mle 0216 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 450) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juin 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tronou Ayaovi pour compter du 1er juin 1985, une majoration pour famille nombreuse au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Afiwa, née le 21 octobre 1960
Ayawovi, né le 12 juillet 1964
Akouyovi, née le 1er septembre 1966
Ayaosseh, né le 10 août 1967
Ayaogan, né le 25 avril 1968.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à trente cinq mille trois cent vingt huit (35.328) francs pour compter du 1er juin 1985.

M. Tronou Ayaovi pourra prétendre, pour compter du 1er juin 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6e au 13e rang) ci-après désignés :

Kodjo, né le 2 février 1970
Ayawa, née le 26 novembre 1970
Yawovi, né le 24 août 1972
Koami, né le 27 décembre 1970
Adjoa, née le 8 octobre 1978
Komlanvi, né le 7 octobre 1980
Kokouvi, né le 23 décembre 1981
Amévi, née le 17 septembre 1983.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

ARRETE N° 155-MEF-DA du 26 mars 1986 accordant l'agrément à une société d'Expertise pour intervenir à l'occasion de sinistres donnant lieu à garantie des organismes d'assurances.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES.

Vu l'ordonnance No 36 du 12 août 1968 portant réglementation des organismes d'assurance de toute nature et des opérations d'assurance ;

Vu le décret No 69-119 du 2 juin 1969, son article 12 notamment, portant application de l'ordonnance No 36 susvisée ;

Vu la demande présentée par « société des experts africains ».

ARRETE :

Article premier — L'agrément pour intervenir à l'occasion des sinistres donnant lieu à garantie des organismes soumis au contrôle de l'Etat et pratiquant les opérations d'assurances maritimes et transports, est accordé à « société des experts africains » dont le siège social est fixé à Lomé 91, avenue de la Libération, BP : 3025, pour exercer les activités d'expert maritime et transport.

Art. 2. — La société présentera à l'acceptation de l'autorité de tutelle, un gérant répondant aux conditions réglementaires de compétence et de moralité.

Art. 3. — Le directeur des assurances est chargé de l'application du présent arrêté qui prendra effet pour compter de la date d'acceptation du gérant par l'autorité, et sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 26 mars 1986
K. Alipui

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE,
DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA CONDITION FEMININE

Autorisation d'exploiter un cabinet d'échographie

Arrêté n° 5-MSPASCF du 19-3-86 — Une autorisation d'exploiter un cabinet d'échographie à Lomé, est accordée à M. Messanvi Aquereburu, docteur en médecine, spécialiste en échographie.

M. le docteur Messanvi Aquereburu est tenu de résider dans un périmètre de cinq (5) kilomètres au plus de son cabinet situé dans le bâtiment du Bloc Synodal.

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES MINES,
DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Autorisation d'ouverture d'un dépôt de stockage de Gaz butane

Arrêté n° 5-MEMPT-DGMG-BNRM du 3-3-86 — La Société TOTAL-TOGO est autorisée à ouvrir à Lomé-Tokoin, route de l'aéroport, sur son propre immeuble, un dépôt de gaz butane et d'emballage des bouteilles, composé de la façon suivante :

— Deux (2) cuves de stockage de 30 tonnes chacune

- Un (1) système de pompage et canalisations
- Un (1) hall de remplissage
- Un (1) système de transport de bouteilles et de contrôle de fuites
- Des aménagements pour libre circulation des véhicules
- Une (1) sécurité de défense incendie.

Les installations seront réalisées conformément aux dispositions figurées sur les plans remis par le pétitionnaire et visés par :

- a) Le directeur général des travaux publics pour le plan de masse,
- b) Le directeur général des mines, de la géologie et du bureau national de recherches minières pour les plans d'ancrage et d'enfouissement.

La présente autorisation est valable à compter de la date de sa signature.

Chaque groupe d'appareils de remplissage comprenant de un à trois appareils doit être protégé au moyen de deux extincteurs à poudre polyvalente de type NF MIH 21 A — 233 B et C situés à moins de 20 m des appareils. Ces extincteurs peuvent être pris en compte pour la protection du stockage si la distance entre celui-ci et les extincteurs est au plus égale à 20 m.

Les frais de contrôle sont fixés à 20.000 (vingt mille) francs par an.

L'établissement ci-dessus reste soumis à la législation actuelle et à venir relative aux établissements classés de la 1re classe.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Autorisations d'installation de dépôts d'hydrocarbures

Arrêté n° 6-MEMPT-DGMG-BNRM du 3-3-86 — La société TOGO et SHELL est autorisée à installer à la nouvelle gare routière, sise à Akodesséwa Lomé-Est, un dépôt d'hydrocarbures réparti de la façon suivante :

- Deux (2) cuves souterraines de 10.000 litres Gasoil
- Une (1) cuve souterraine de 10.000 litres Super
- Une (1) cuve souterraine de 10.000 litres Essence
- Quatre (4) pompes distributrices.

Les installations seront réalisées conformément aux dispositions figurées sur les plans remis par le pétitionnaire et visés par :

- a) Le directeur général des travaux publics pour le plan de masse,
- b) Le directeur général des mines, de la géologie et du bureau national de recherches minières pour les plans d'ancrage et d'enfouissement.

La présente autorisation est valable à compter de la date de sa signature.

Le dépôt conservera comme premiers moyens de secours contre l'incendie et pour absorber les liquides accidentellement répandus, en des endroits visibles et facilement accessibles et près des postes de remplissage des camions citernes, des bouches de remplissage des citernes et des tubes de jaugeage :

- a) des caisses ou des seaux de sable maintenu à l'état meuble (minimum 0,10 m³) avec une pelle pour projection,

- b) des extincteurs spéciaux pour feux d'hydrocarbures, à l'exclusion dans le dépôt des extincteurs au bromure de méthyle. Ces extincteurs seront toujours maintenus en bon état de fonctionnement et le préposé au dépôt sera initié à leur fonctionnement.

Les frais de contrôle sont fixés à 20.000 (vingt mille) francs par an.

L'établissement ci-dessus reste soumis à la législation actuelle et à venir relative aux établissements classés de la 2e classe.

Le permissionnaire devra avant le commencement des travaux justifier de toutes autorisations éventuellement nécessaires entre autres :

- Autorisation financière (Loi n° 60-26 du 5-8-1960)
- Autorisation de construire
- Autorisation de voirie.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Arrêté n° 7-MEMPT-DGMG-BNRM du 5-3-86 — La société MOBIL OIL TOGO est autorisée à installer à Lomé, route de Bè-Lagune, sur l'immeuble du sieur Ayivor Ekpé Cobla Bakou, un dépôt d'hydrocarbures réparti de la façon suivante :

- Une cuve enterrée de 15.000 litres essence super
- Une cuve enterrée de 10.000 litres essence ordinaire
- Une cuve enterrée de 10.000 litres pétrole
- Une cuve enterrée de 10.000 litres gas-oil.

Les installations seront réalisées conformément aux dispositions figurées sur les plans remis par le pétitionnaire et visés par :

- a) Le directeur général des travaux publics pour le plan de masse,
- b) Le directeur général des mines, de la géologie et du bureau national de recherches minières pour les plans d'ancrage et d'enfouissement.

La présente autorisation est valable à compter de la date de sa signature.

Le dépôt conservera comme premiers moyens de secours contre l'incendie et pour absorber les liquides accidentellement répandus, en des endroits visibles et facilement accessibles et près des postes de remplissage des camions citernes, des bouches de remplissage des citernes et des tubes de jaugeage :

- a) des caisses ou des seaux de sable maintenu à l'état meuble (minimum 0,10 m³) avec une pelle pour projection,
- b) des extincteurs spéciaux pour feux d'hydrocarbures, à l'exclusion dans le dépôt des extincteurs au bromure de méthyle. Ces extincteurs seront toujours maintenus en bon état de fonctionnement et le préposé au dépôt sera initié à leur fonctionnement.

Les frais de contrôle sont fixés à 20.000 (vingt mille) francs par an.

L'établissement ci-dessus reste soumis à la législation actuelle et à venir relative aux établissements classés de la 2e classe.

Le permissionnaire devra avant le commencement des travaux justifier de toutes autorisations éventuellement nécessaires entre autres :

- autorisation financière (loi n° 60-26 du 5-8-1960)
- autorisation de construire
- autorisation de voirie.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis de perte de titres fonciers

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier N° 5.531 RT, appartenant à Mme Cesar (RéGINE), revendeuse, demeurant à Lomé, 15, rue de France.

(Pour première insertion).

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier N° 1.551 TT, appartenant à M. Gbadoe (Gérard), menuisier-ébéniste, demeurant à Lomé.

(Pour première insertion).

Récépissé de déclaration d'Association

N° 547/INT-SG-APA-PC du 21-7-86

Titre de l'Association : « NACHTIGALL ZUR BRUDERTREUE »

Buts : Etablir des relations amicales entre tous les Chrétiens et les hommes de bonne volonté du Togo et de resserrer entre eux des liens de solidarité — Resserrer les relations culturelles entre l'Allemagne et le Togo.

Siège social : Lomé, Tokoin-Wuiti.
BP 3758

Pièces annexées à la déclaration : Les statuts de l'Association.

Liste des membres du Bureau-directeur.